

24 août 2016

La crise climatique, la transversale grande priorité mondiale **Chance et défi pour les gauches du Québec et du Canada**

De souligner Francine Pelletier, chroniqueuse de gauche du Devoir :

Tentons d'oublier aussi que 2015 a été « la pire année de l'histoire moderne » pour l'environnement. « Les températures à la surface de la terre et au-dessus des océans, le niveau des mers et les émissions de gaz à effet de serre ont battu des records établis juste l'année précédente », disent 450 scientifiques. Oublions que 42 % des amphibiens, 13 % des oiseaux, 26 % des mammifères (dont le tigre, le panda et l'éléphant), 31 % des requins et raies, 33 % des coraux constructeurs de récifs et 34 % des conifères sont menacés d'extinction. Oublions vite, car 2016 s'annonce pire encore. « Il faudra en 2016 l'équivalent de cinq planètes pour soutenir la consommation d'un Nord-Américain », écrit Karel Mayrand de la Fondation David Suzuki.¹

Logiquement, on devrait en déduire que tous les grands acteurs socio-économiques et politiques n'ont cessé de conjurer la catastrophe appréhendée. C'est en tout cas, la main sur le cœur, ce qu'ils ont juré à Paris à la fin de l'année dernière jusqu'à s'efforcer à viser un maximum de hausse de température de 1.5 degrés Celsius sur l'horizon 2100 alors qu'on en est déjà à une hausse de presque un degré par rapport à l'époque pré-industrielle. Bien sûr, tous préoccupés d'abord et avant tout de compétitivité économique sur fond d'accumulation du capital ou de compétition électorale sur fond de « bonne gouvernance » ils n'en font rien. Mondialement, canadienne-ment et québécois-ment – dans le sens de mentir – ils disent une chose et en font ou en préconisent concrètement une autre.

La bourgeoisie canadienne et la demi bourgeoisie québécoise ne font pas exception à la règle. Mais le Canada et le Québec échappent encore aux pires conséquences de notre planète en folie tout en étant parmi les pires responsables des causes de la dérive climatique, toute proportion gardée. Voilà une chance et un défi pour les gauches du Québec et du Canada. D'autant plus que les luttes pour la justice sociale revêtent un caractère écologique pour qui sait les lire, ce à quoi se montre capable le Green Party étasunien qui a rallié l'aile gauche des *sandéristes* abandonnés par leur fondateur. Mais sans analyse d'ensemble et sans vision stratégique pan-canadienne, les gauches radicales sont dans le champ. Elles ne saisissent pas l'occasion de cette accalmie dans la tempête alors que ce répit risque de ne pas durer.

La crise climatique, dans la zone du point de non retour

Le peuple de gauche commence à saisir à quel point la lutte climatique, et son complément celle pour la bio-diversité, sont devenues la matrice de l'ensemble des luttes sociales mondiales qu'elles causent ou exacerbent, y compris le drame syrien et moyen-oriental :

La récente sécheresse qui a affligé le Moyen-Orient pendant 14 ans est le pire phénomène du genre à être survenu dans la région au cours des 900 dernières années, selon une nouvelle étude de la NASA [...] l'intervalle entre 1998 et 2012 avait été le plus sec et que cette situation avait probablement été causée par l'activité humaine.²

Le monde émet de plus en plus de GES, pas de moins en moins. Le Québec a émis un peu plus de GES en 2014 (dernière statistique) qu'en 2013. Sa relative bonne performance par rapport au Canada est due surtout à son hydro-électricité pour le chauffage, à la crise des pâtes et papier et à la crise de 2008, pas du tout à ses politiques quasi non existantes. Les GES des transports québécois, là où le bât blesse, ne cessent de croître. Sous pression des cent pays les plus menacés et des écologistes les plus conséquents, la Conférence de Paris a dû appeler à essayer de ne pas hausser la température de plus de 1.5°C d'ici 2100. Reste un jeu de ½°C !

1 Francine Pelletier, [Ah, l'été...](#), Le Devoir, 10/08/16

2 Associated Press, [Moyen-Orient -- La récente sécheresse était la pire en 900 ans](#), Le Devoir, 3/03/16 : Rappelons que les soulèvements au Moyen-Orient ont commencé en 2011. Ici se mêlent les contradictions sociales, autoritarisme et néolibéralisme, et écologiques, la crise climatique.

Au rythme actuel, la masse de GES atmosphérique pour atteindre ce seuil sera dépassée dès 2020 ! Par rapport au seuil plus connu de 2°C, c'est 2035.

Presque à chaque jour, l'actualité révèle des catastrophes dues aux extrêmes climatiques. Les El Niño en sont plus fréquents et souvent plus intenses. Pendant que les feux ravagent la forêt boréale albertaine trop sèche, la Californie a soif depuis des années, la chaleur atteint dans une région de l'Inde le record invivable de 51°C et la faim ravage plus que jamais une Éthiopie asséchée. On oublie trop souvent, en Laurentie, les conséquences plus que négatives du réchauffement au Nunavik, ce tiers monde nordique de la province fédérale de Québec. On déplore avec raison la vague de réfugiés due aux guerres où souvent la cause climatique est sous-jacente comme en Syrie. La vague migratoire due aux causes climatiques, moins médiatisée, est pourtant plus importante³.

La grande fonte des glaciers des pôles s'accélère. S'accélèrent aussi la montée de niveau des océans, leur acidification, leur réchauffement⁴. On n'est pas à la veille du point de non retour, on est en plein dedans, dans l'œil sud-québécois du cyclone climatique qui fait des ravages tout autour. Tout ajout de CO2 dans l'atmosphère contribuera au réchauffement de la planète pendant des siècles. Comme toujours, pendant que le 1% de ce monde, peut-être le 10%, se barricadera dans son air climatisé et dans des lieux confortables et protégés, les 99 ou 90%, à commencer par les femmes et les enfants, encaisseront les coups les plus durs.

N'importe quel progressiste sérieux qui a ne serait-ce qu'une demi-conscience écologiste comprend que dès maintenant il faut mettre la pédale au plancher. Ce n'est pas du tout ce que font les États néolibéraux soutenus par le complexe financier-pétrolier et celui québécois de la corruption. D'ici 2030, ils ne feront que 20% de l'effort requis, et cela s'ils tiennent leurs promesses de Paris. Ces messieurs et quelques dames comptent plutôt, après 2030 si ce n'est après 2050, sur des milliers de milliards en investissements, financés par l'austérité, reposant sur des technologies spéculatives qui enfouiraient le CO2 dans les entrailles de la terre tout en la tapissant de monocultures arboricoles aux dépens des peuples de la forêt et du paysanat.

Les scientifiques avec une conscience écologique, soit la très grande majorité, et tous les écologistes indépendants de l'État et des monopoles médiatiques préconisent une baisse drastique immédiate des émanations de GES. Un institut des mieux scientifiquement cotés préconise pour le Canada une baisse de 67% des émanations de GES d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990⁵. C'est celle adoptée par le congrès de Québec solidaire et cachée par sa direction et même sa principale composante anticapitaliste. Cette cible est internationaliste c'est-à-dire qu'elle suppose une convergence rapide des émanations de GES par habitant de la part des pays dit développés, responsables historiques de la crise climatique, avec les pays dit émergents et ceux dit moins développés.

Cette cible ambitieuse tient compte de la nécessaire réduction des hydrocarbures non-énergétiques dont la prolifération polluante fait sérieusement problème jusque dans les océans où apparaissent des « continents de plastique ». La résolution du congrès Solidaire met de l'avant « *de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1.5 degrés Celsius* » et « *une réduction substantielle de l'utilisation de produits à base de dérivés du pétrole* ».

Entre accumulation et climat, leur cœur ne balance pas

Au-delà de leur lutte titanique pour l'hégémonie mondiale qui ne cesse de s'envenimer, les ÉU et la Chine se sont d'abord entendus comme larrons en foire en 2014 pour faire le minimum anti-GES⁶ donnant le ton au restant de la planète en ce qui a trait aux engagements réels de la conférence de Paris en 2015⁷. L'Union européenne, souvent donnée en exemple, ne

3 Éric Desrosiers, [Les migrants climatiques](#), Le Devoir, 28/11/15

4 Justin Gillis, [Scientists Warn of Perilous Climate Shift Within Decades, Not Centuries](#), New York Times, 22/03/16

5 [Climate Action Tracker's Assessment of Canada's INDC](#) — Canada - "Fair Share"

6 Daniel Tanuro, [L'accord « climat » conclut entre Chine et USA : trop peu, trop tard, dangereux](#), La Gauche (Belgique) par ESSF, 14/11/14

7 Climate Action Tracker, [Climate pledges will bring 2.7°C of warming, potential for more action](#),

s'y est pas trompée. Après avoir fait croire qu'elle réviserait à la hausse son objectif d'une réduction de 40 % d'ici 2030, devenu insuffisant – la majorité des ONG réclame au moins 55 % – elle s'y cramponne⁸.

On dira que le Canada est à contre-courant suite à l'élection du gouvernement Trudeau. De l'aveuglement démobilisateur de rétorquer Naomi Klein⁹. Sous la houlette de commissaires biaisés¹⁰, la consultation de l'Office nationale de l'énergie sur l'oléoduc Énergie-est, le seul pipeline politiquement en mesure de désenclaver le pétrole bitumineux, n'a pour seule fonction que de neutraliser l'opposition en servant de tampon institutionnel d'ici le printemps 2018 comme l'ont démontré les premières audiences au Nouveau-Brunswick¹¹. Ce n'est pas pour rien que les cibles anti-GES restent celles du précédent gouvernement Conservateur¹² sous prétexte de querelles de juridiction fédéral-provinces, en fait pour justifier de rater complètement des cibles déjà fort modestes¹³.

Quant au Québec, la farce Couillard à propos de sa soi-disant opposition à l'exploitation pétrolière ou gazière d'Anticosti fait rire jaune depuis un bon bout de temps¹⁴... sauf pour la CAQ qui ne trouve pas drôle la souque à la corde avec les petites pétrolières vivant aux dépens de l'État¹⁵. Elle trouve plutôt normal ce parasitisme entrepreneurial. Mais le Premier ministre n'a pas tort de dénoncer l'hypocrisie péquiste sur le sujet¹⁶. Cette hypocrisie n'a d'égale que le tour de passe-passe des Libéraux québécois à propos du nouveau projet de loi 106, de facto un projet de loi sur les hydrocarbures, maquillé en loi sur le transfert vers l'énergie renouvelable, présenté à la toute fin de la session avant les vacances estivales et dont les audiences citoyennes à la va-vite et sur invitation se sont tenues au milieu d'août. Quand on voit à quel point les pétrolières, en fait des pétrolières juniors largement subventionnées par Québec¹⁷, pourront se prévaloir du principe du « free mining » à coups d'expropriation et en faisant fi des règlements et réticences municipales¹⁸, on comprend la volonté de procéder au pas de course.

Pendant que le PQ s'est encore fait prendre les culottes baissées¹⁹, quitte à un rattrapage ambiguë de la part de la prétendante de gauche à la chefferie²⁰, de plus en plus de municipalités s'opposent carrément à la loi 106, pour des raisons cependant autant pécuniaires qu'écologiques²¹. Quant aux organisations écologiques, elles ont rapidement monté au front des tournées publiques²² et des manifestations²³ malgré qu'elles soient incapables de grandes mobilisations à la mode du Printemps érable. Mais sait-on jamais : Sur Énergie-est, la FTQ a bougé à l'encontre des dinosaures (ex)-corrompus de la FTQ-construction²⁴. Reste à se mobiliser jusqu'à la grève sociale anti-pétrole et pro plein emploi écologique.

8/12/15 : « Ce niveau de réchauffement est encore bien au-dessus de la limite convenue de 2 degrés, et encore plus loin au-dessus des 1.5 degrés demandés par la plupart des gouvernements au sommet sur le climat de Paris » . À noter que cette évaluation d'un organisme proche du GIEC est conservatrice et elle suppose que les promesses faites seront mises à exécution.

- 8 Maxime Combes, [Choquant et criminel : La Commission européenne pulvérise un engagement-clef de la COP21 !](#) Blog-Médiapart par ESSF, 3/03/16
- 9 Boris Proulx, [Le Canada est aveuglé par l'aura Trudeau, avertit Naomi Klein](#), Le Devoir, 11/08/16
- 10 Manon Cornellier, [L'impartialité de l'ONE en jeu](#), Le Devoir (éditorial), 11/08/16
- 11 Sarah R. Champagne, [Énergie Est à l'ONE: des inquiétudes restent sans réponses](#), Le Devoir, 9/08/16
- 12 La Presse canadienne, [Il faudra du temps pour établir des cibles de réduction des gaz à effet de serre, dit McKenna](#), Radio-Canada, 10/02/16
- 13 Shawn McCarthy, [Canada's greenhouse gas policies to fall short of target, sources say](#), Globe and Mail, 25/07/16
- 14 La Presse canadienne, [Anticosti : Couillard modère ses propos](#), Radio-Canada, 15/07/16
- 15 La Presse canadienne, [Legault dénonce une «patente» inventée par Couillard](#), Le Devoir, 27/05/16
- 16 Radio-Canada, [Hydrocarbures Anticosti : le PQ fait volte-face, selon Philippe Couillard](#), 5/07/16
- 17 Jean-Philippe Thibault, [Québec allonge 8,5M \\$ de plus dans le projet Bourque](#), Le Pharillon, 16/06/16
- 18 Alexandre Shields, [Québec donne aux pétrolières le droit d'exproprier](#), Le Devoir, 8/06/16
- 19 Groupe Non à la marée noire dans le St-Laurent, [Course au PQ: que pensez-vous de la transition énergétique?](#), Le Devoir, 9/08/16
- 20 Pierre Michaud, [Martine Ouellet dénonce la loi sur les hydrocarbures](#), L'Avantage, 3/08/16
- 21 Arianne Perron-Langlois, [Les maires de La Mitis disent non aux projets pétroliers](#), Radio-Canada, 13/07/16
- 22 Radio-Canada, [Un juriste et sociologue critique le projet de loi sur les hydrocarbures](#), 17/06/16
- 23 Radio-Canada, [Manifestation contre Énergie Est en marge du Forum social mondial](#), 11/08/16
- 24 Alexandre Shields, [La FTQ s'oppose malgré les dissensions](#), Le Devoir, 11/08/16

Cet été, une cinquantaine de jeunes ont marché le tour de la Gaspésie en opposition à Énergie-est (et à l'exploitation du pétrole gaspésien)²⁵. Ils ont été relayés en Outaouais²⁶. Le gouvernement du Québec, quant à lui, s'est moulé à la procédure fédérale, acceptant de facto la prééminence constitutionnelle d'Ottawa sur le sujet, y compris son refus d'évaluer les GES en aval, d'où la collaboration tardive de Trans-Canada²⁷ une fois assurée que le BAPE québécois ne sera qu'une démobilisatrice opération de relations publiques. Mais ce beau cas d'ingérence fédérale ne fera pas le bonheur du PQ car le gouvernement Marois avait accepté l'oléoduc de Trans-Canada²⁸. Quant aux trains de la mort, Québec ne dénonce pas Ottawa qui laisse la situation s'empirer²⁹ tout en se moquant des Méganticois toujours traumatisés par la cinquantaine de morts de la tragédie de juillet 2013³⁰.

La fenêtre d'ouverture canadienne et québécoise pour la lutte climatique

Les forces de gauche, toujours vivantes et combatives, sont mondialement sur la défensive. On est aux antipodes des soulèvements du début de la décennie. Le Forum social mondial tenu à Montréal cet été en est le symbole. L'affaire des visas refusés en masse eut le mérite de briser le voile progressiste du gouvernement Trudeau en révélant sa substance Harper réellement existante tant sur le fond que sur la manière. Sur la toile de fond du procès Bain, cet assassin terroriste mû par le *Quebec bashing* que l'on a tenté de faire passer comme fou, l'affaire des visas eut le mérite de jeter une lumière crue sur le mépris québécois bien connu de Trudeau fils, en cela fidèle émule de son père, car on peut être assuré que pareil affront n'aurait jamais été fait à Toronto si elle avait accueilli le FSM.

Le devant de la scène mondiale est occupé par les guerres pour le pétrole et leurs conséquences délétères en termes de fascisants soulèvements djihadistes, de réactions terroristes, de vagues de réfugiés mal accueillis ou refoulés, de montée des racismes et xénophobies particulièrement mais non uniquement anti-musulmans. Au Canada et au Québec ces phénomènes n'ont pas atteint le caractère aigu européen et étasunien, ce qui laisse la place majeure à la crise climatique mise en exergue par les sables bitumineux au Canada et par l'option tout pétrole du gouvernement québécois mise en lumière par la loi 106. C'est une fenêtre d'opportunité à ne pas rater cette année où cet enjeu sera le grand défi des deux ordres de gouvernement³¹.

Les luttes à Poste Canada et pour le 15\$ sont aussi des luttes pour le climat

On invoquera la primauté de la mobilisation pour la justice sociale comme si une orientation écologiste radicale n'ait pas pour but de la susciter. On pense par exemple à la capacité de la revendication de la gratuité des transports collectifs sur 10 ans, revendication anti-pauvreté s'il en est une, de susciter un mouvement social écologique réellement populaire et urbain comme la revendication de la gratuité scolaire l'a fait pour le Printemps érable. Pourtant, la direction de Québec solidaire persiste à la cacher sous le boisseau même si cette revendication a fait partie des deux dernières plate-forme électorales.

En ce moment, la conjoncture pan-canadienne sert aux écologistes sur un plateau d'argent un

25 Karyne Boudreau, [Exploitation d'hydrocarbures en Gaspésie: des écologistes empêchent deux ministres de faire une annonce](#), Journal de Québec, 20/06/16

26 Québec solidaire – Hull, [Mobilisation en Outaouais contre l'oléoduc Énergie Est](#), site web national du parti, 18/08/16

27 Alexandre Shields, [TransCanada dépose l'étude d'impact du pipeline Énergie Est](#), Le Devoir, 7/06/16

28 Alexandre Shields, [Pétrole des sables bitumineux - Marois ouverte à l'idée d'un nouvel oléoduc](#), Le Devoir, 19/02/13

29 Globe Editorial, [After Lac Mégantic, we thought there'd be fewer runaway trains. We were wrong](#), Globe and Mail, 30/05/16

30 Marie-Michèle Sioui, [Retrait des DOT-111: un «pétard mouillé», selon les Méganticois](#), Le Devoir, 26/07/16

31 La Presse canadienne, [Le plus dur est à venir pour les ministres du Cabinet Trudeau, prévient un consultant](#), Radio-Canada, 21/08/16

probable affrontement syndical de grande envergure dont l'horizon est écologique. Même si ce n'est pas l'enjeu non banal de la convention collective – parité des pensions entre nouveaux et anciens employés et parité salariale femme-homme³² – l'avant-gardiste syndicat de Poste-Canada met de l'avant une mue écologique et anti-finance, porte d'entrée anticapitaliste, de l'entreprise étatique³³.

Pour le Québec, on pourrait invoquer la primauté conjoncturelle de la lutte pour un salaire minimum à 15\$ l'heure³⁴ d'autant plus que la bourgeoisie semble divisée sur le sujet³⁵. Cette division, combinée aux luttes syndicales de l'heure dans les foyers privés de personnes âgées³⁶ et au Vieux-Port de Montréal, assure un récurrent débat public. Il n'y a pas à opposer cette lutte salariale anti-pauvreté pro-femme et pro minorités visibles à la lutte écologique pour le climat.

Un individu ou un ménage ne disposant pas d'un revenu décent n'est pas en mesure de faire des choix écologiques et peut difficilement militer pour le climat ou la bio-diversité. Ces individus ou ménages assurent la demande solvable, si l'on peut dire, des logis mal isolés, des autos vieillotées donc plus énergivores que leurs équivalents plus récents, des équipements vite défectueux, des produits de pacotille, des aliments les plus agro-industrialisés parce que moins chers. Leurs préoccupations et leurs emplois du temps s'investissent dans l'entretien du logis, la réparation de l'auto, la gestion des tensions familiales dues à la pauvreté relative et à la précarité quand ils ne sont pas aux prises de l'angoisse de la solitude³⁷.

Difficile alors d'émerger sur le terrain de la collective lutte sociale et politique. C'est pourquoi toute lutte salariale émanant de l'étroit secteur syndiqué de cette couche relativement pauvre revêt un caractère politique qu'il appartient aux organisations syndicales, féministes et politique prolétariennes de valoriser. Et un argument crucial de cet appel à la solidarité est le caractère intrinsèquement écologique de cette lutte en plus de sa dimension évidente de justice sociale. Égalité sociale et écologie, sans se confondre, se renforcent l'une l'autre.

Il en est de même pour la lutte contre l'austérité à cette différence près qu'elle touche davantage au salaire public qu'à celui privé. À aussi cet autre différence près, comme je l'ai déjà souligné ailleurs, que ces emplois en éducation, santé, services sociaux et garderies sont intrinsèquement écologiques parce que d'une part ils n'impliquent qu'essentiellement de l'énergie humaine, très peu d'énergie fossile et que d'autre part ils « volent » du temps au consumérisme en faveur de construire de riches relations personnelles³⁸. En découle une étroite corrélation écologie-féminisme.

Le Parti vert étasunien : un exemple à suivre et à perfectionner

On souhaiterait que les directions Solidaire et NPD aient la même lucidité écologique que la candidate à la présidence des ÉU du Green Party lequel « *n'est pas de la même eau que les partis verts d'ailleurs dont certains ont rejoint des gouvernements capitalistes. Il a tourné à gauche en adoptant récemment une nouvelle déclaration d'intention se définissant comme anticapitaliste.* »³⁹ De souligner Jill Stein dans son discours au congrès d'investiture du parti :

32 Evert Hodgers, Donald Swartz, Rosemary Warskett, [Postal Workers Confront Canada Post](#), The Bullet, 26/07/16

33 Syndicat de Poste-Canada, [Vers des collectivités durables](#), sans date

34 Mon site web, [Le mouvement du 15\\$ prend un relais tombé par terre](#), 6/05/16

35 Jean-Robert Sansfaçon, [Un bond qualitatif](#), Le Devoir, 17/08/16

36 Laurence-Léa Fontaine et Louise Boivin, [Des entraves inconstitutionnelles au droit de grève](#), Le Devoir, 22/08/16

37 À remarquer que les individus et ménages riches ont quant à eux un comportement anti-écologique conditionnés par la publicité et la compétition ostentatoire : autos et maisons surdimensionnées et nombreuses, sur-équipement sous-utilisé, produits luxueux souvent énergivores et polluants.

Malheureusement, le crédit facile permet trop souvent aux couches moyennes d'imiter celles riches. La différence entre les couches pauvres et les autres est l'absence de choix des premières.

38 Le capital résiste à cette reconversion de l'économie vers les services publics en tentant de les réifier en services normalisés (cours informatisés, soins minutés) plus faciles à privatiser.

39 Barry Sheppard, [US presidential campaign: Hillary Clinton as lesser evil to Trump? Support the independent candidacy of Jill Stein!](#), ESSF, 8/08/16, ma traduction

« À propos du changement climatique, on nous dit qu'il y aura une crise civilisationnelle causée par une élévation massive du niveau de la mer dès 2050. Nous ne pouvons pas attendre, nous devons agir maintenant. Nous avons besoin de déclarer un état d'urgence dès maintenant et entreprendre une mobilisation à l'échelle du temps de guerre... »

tout en récusant la fausseté et le cul-de-sac de la théorie électoraliste du moindre mal qui bloque la voie à toute stratégie prenant à bras-le-corps la crise civilisationnelle climatique :

« Quand ils nous disent nous tasser parce que nous bloquons la voie du moindre mal, notre réponse est que cette politique de la peur, devant laquelle on nous dit de nous prosterner, n'a livré que tout ce dont nous avons peur. [...] La seule solution aux Donald Trump de ce monde est un programme vraiment radical et progressiste qui répond à nos besoins et qui met fin à la misère économique favorisant le genre de démagogie à la Donald Trump... Hillary Clinton est le problème; elle n'est pas la solution à Donald Trump. »

On ne s'étonnera pas que la lutte climatique soit le premier grand point du programme de Jill Stein. Le fer de lance en est d'« *initier une mobilisation nationale à l'échelle de la Deuxième guerre mondiale pour stopper le changement climatique, la plus grande menace de toute l'histoire humaine. Créer 20 millions d'emplois par la transition vers 100% d'énergie propre et renouvelable d'ici 2030 [...de sorte] à limiter le réchauffement planétaire à un maximum de 1.5 degrés et fournir une juste compensation financière aux pays en développement.* »⁴⁰ Créer 20 millions d'emplois aux ÉU d'ici 2030, c'est l'équivalent du plein emploi écologique si l'on tient compte que l'actuel et officiel nombre de sans emploi étasuniens est d'un peu moins de 8 millions⁴¹ et le double si on y ajoute les sans emplois découragés et autres⁴².

On peut certes reprocher au Green Party un côté « Green New Deal » keynésien basé sur une « révolution par les urnes » accordant une place centrale à l'action gouvernementale par le haut. Il n'en n'est pas moins pour la création de banques étatiques, particulièrement hypothécaires, et la cassure des grandes banques « too big to fail », mais ne va pas jusqu'à la socialisation du système financier pourtant nécessaire à l'atteinte du plein emploi écologique. Il préconise la fin de l'ère pétrolière et des guerres pour le pétrole d'où la fermeture de toutes les bases militaires outre-frontières et une réduction du budget militaire de 50 %... ce qui en laisse quand même pas mal. Il préconise les gratuités scolaire et de la santé de même que de profondes réformes fiscales, démocratiques et de la justice mais n'aborde les questions de genre et de nationalité, surtout noire, frontalement sinon par le biais des luttes contre la pauvreté et contre les inégalités.

Ce programme est bien sûr inatteignable sans puissantes luttes sociales d'un niveau bien au-delà des Printemps arabes et érable. Il n'y a pas d'illusoire raccourci. On n'a qu'à penser à l'« *hystérie collective* » médiatique et à la répression de grande ampleur, législative et policière, lors du Printemps érable... alors que la gent étudiante ne réclamait que le statu-quo (le gel des frais de scolarité) même si se profilait derrière un horizon alternatif. C'était la démocratie ou l'anarchie de dire l'éditorialiste en chef de Power Corporation devenu depuis lors sénateur. Il a fallu une désobéissance civile massive pour refroidir la tête échaudée de la pyramide sociale⁴³. Imaginons alors la réaction bourgeoise contre un gouvernement conséquent à la mode Green étasunien. La percée médiatique du Green Party⁴⁴ pourrait créer ce sursaut mobilisateur si est évité le mortel piège électoraliste.

Les introuvables gauches anticapitalistes québécoise et canadienne

La réponse des gauches québécoise et canadienne n'est pas à la hauteur malgré la vigilance de la militance, ce qu'ont démontré les congrès du NPD et de Québec solidaire au printemps

40 [Plate-forme 2016 de Jill Stein](#), site Jill2016, ma traduction

41 Department of numbers, [US unemployment](#), juillet 2016

42 Bureau of Labour Statistics, [Table A-15. Alternative measures of labor underutilization](#), juillet 2016

43 Gabriel Nadeau-Dubois, Tenir tête, Lux éditeur, Montréal, 2014, chapitres 7, 8 et 9

44 Fin août il est à 3 % dans les sondages dans un contexte extrêmement polarisé. En plus il doit compter sur son flanc droit avec un tiers parti libertarien, ultra-individualiste et viscéralement anti-État, à 9 % qui se contente de ramasser le vote protestataire en misant sur le pire de l'idéologie capitaliste étasunienne.

dernier⁴⁵. Quant aux gauche anticapitalistes canadienne et québécoise, elles sont aux abonnés absents. Celle canadienne anglaise se réfugie dans l'invisible basisme⁴⁶ au lieu de profiter de la révolte interne au NPD pour présenter une candidature à la Corbyn anti-pétrole et pour une alternative écologique, idéalement autour de Naomi Klein.

Quant à celle interne à Québec solidaire, elle va jusqu'à refuser de reconnaître la radicalité des votes écologiques au dernier congrès du parti⁴⁷. Cette gauche qui prétend brandir l'étendard de l'écosocialisme au Québec boit jusqu'à la lie son alliance avec l'électorale direction du parti ne réalisant même pas que c'est la social-libéralisation du programme par les porte-parole du parti qui explique l'éternelle main tendue au PQ⁴⁸. Le problème réside dans les hauteurs de Québec solidaire, pas au PQ fidèle à lui-même tout en oscillant tactiquement de gauche à droite.

Remettre à l'avant-scène un plan « Sortie du pétrole » anticapitaliste

En s'appuyant sur le bilan du congrès de Québec solidaire du printemps dernier, on peut esquisser un plan d'action pour la prochaine année politique⁴⁹. À la gauche québécoise radicale et anticapitaliste de s'appuyer sur les résolutions du congrès, malheureusement mises sous le tapis par tant les médias que la direction Solidaire et ses alliés si peu critiques de Presse-toi-à-gauche, pour retravailler un plan « Sortie du pétrole » digne d'une révolution écologique écartant toute solution de marché, englobant la totalité des services publics et de la production manufacturière, mobilisant toute l'épargne nationale y compris une réforme fiscale en profondeur. L'indépendance nationale en deviendrait incontournable pour se libérer de la dictature financière s'appuyant sur les accords de libre-échange en vigueur et à venir.

Il y a certainement un volet technique à cette réanimation du plan 2014 de « Sortir du pétrole » soit tenter de concrétiser les tâches et étapes pour arriver à une réduction de 67 % en 2030. Mais on aurait tort de s'en tenir à l'aspect technique. Il faut miser sur la militance du parti pour sortir les résolutions du congrès des limbes de l'oubli. La Commission politique du parti pourrait envoyer une lettre aux instances et aux membres, dans le cadre des procédures établies, leur remémorant les résolutions adoptées, les informant de notre volonté de réviser en conséquence le plan « Sortie du pétrole » et les invitant à une réunion d'information sur le sujet. Cette réunion permettrait une première lancée du débat à l'interne tout en identifiant la militance la plus motivée qui pourrait incorporer le Comité thématique sur l'environnement et l'énergie ou du moins y collaborer.

Marc Bonhomme, 24 août 2016

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

45 Voir sur mon site web mon bilan du congrès Solidaire : [Une brèche cruciale anti-GES devenue l'éléphant dans la pièce](#), 5/06/16

46 John Ridell, [Trudeau Climate Plan Challenged at Toronto 'Town Halls'](#), The Bullet, 6/07/16

47 Bernard Rioux, [La lutte pour le combat climatique, un combat de classe](#), Presse-toi-à gauche, 9/08/16 : L'auteur n'ose pas mentionner les ambitieuses cibles anti-GES proposées en conformité avec l'objectif de ne pas dépasser une hausse de température terrestre d'un peu plus qu'un demi-degré à l'horizon 2100 par rapport à celle actuelle. Il préfère plutôt mettre en évidence les anciennes cibles dépassées qui peuvent prêter à confusion avec celles des Libéraux provinciaux. S'il se résout à mentionner le renouvellement du rejet du marché du carbone, il garde le silence sur le rejet renouvelé de toute taxe sur le carbone, la politique préférée du gouvernement Trudeau. Pourtant, il y a là un signal fort de rejet de toute solution passant par le marché.

48 Florence Sara G. Ferraris, [Lisée appelle à l'union des «progressistes» dans Verdun](#), Le Devoir, 22/08/16 : « *Même son de cloche du côté de Québec solidaire, qui n'écarte pas tout à fait l'idée...* »

49 Marc Bonhomme, [Centralité de la lutte climatique au Québec et au Canada – Mais l'alternative aux hydrocarbures reste le parent pauvre](#), Presse-toi-à-gauche, 14/06/16